

## Participation enseignante

Le ministère de l'éducation nationale et les syndicats ont fourni des chiffres divergents sur la participation à la grève organisée vendredi pour dénoncer des restructurations budgétaires à la rentrée prochaine.

Selon le ministère, en moyenne nationale, la grève a été suivie par 12 % à 24 % des personnels, selon les catégories. Chez les enseignants, le ministère a recensé, en moyenne nationale, 18,86 % de grévistes dans le premier degré (maternelles et primaires), avec des "pointes" à 52,7 % de grévistes dans l'académie de Toulouse et de 36,5 % à Caen.

Dans le secondaire, le ministère a enregistré, en moyenne nationale, 24 % de grévistes dans les collèges, 18,74 % dans les lycées professionnels, 20,22 % dans les lycées d'enseignement général et technologique. Le ministère a signalé 12 % de grévistes parmi les personnels administratifs et techniques (Atoss).

Les syndicats d'enseignants ont au contraire parlé d'un premier succès. Le Snes-FSU, premier syndicat d'enseignants du second degré, a pour sa part évalué à 40 %-50 % le taux de participation à cette première journée de mobilisation des enseignants depuis le mouvement du printemps dernier.

*"Les premiers chiffres de grévistes font apparaître des résultats contrastés avec de très nombreux établissements du second degré fortement grévistes [80 %] et d'autres où les résultats sont plus faibles",* a indiqué le Snes-FSU. *"On peut estimer les taux globaux de participation à la grève entre 40 % et 50 %."* *"Le premier mouvement de grève national depuis le printemps dernier dans l'éducation montre que la mobilisation contre la politique éducative du gouvernement repart",* a ajouté le syndicat. Le Syndicat des enseignants Unsa a lui aussi affirmé que *"la mobilisation enseignante est de retour"*.

Le SE-Unsa *"se félicite que la mobilisation des enseignants soit significative et plus forte qu'attendu, avec, selon ses pointages en milieu de matinée, 42 % de participation dans le premier degré et 35 % dans le second degré"*. Selon le syndicat, *"les grévistes et manifestants se sont bien saisis de cette journée d'action pour dire au gouvernement leur opposition à sa politique éducative et sociale"*, indique-t-il. *"Ceux qui pensaient avoir mis à genoux les personnels d'Education après les mouvements du printemps 2003 subissent aujourd'hui un camouflet"*, affirme-t-il.

Les quatre principales fédérations de l'Education (FSU, Sgen-CFDT, Unsa-Education et Ferc-CGT), rejointes par le syndicat étudiant Unef et la fédération de parents d'élèves FCPE, protestent contre 4 500 suppressions de postes à la rentrée prochaine et contre la baisse de 18 000 à 12 000 du nombre des postes d'enseignants mis au concours.

Au total, selon les chiffres fournis par le ministère, 1 610 suppressions d'emplois sont programmées à la rentrée de septembre dans le second degré (collèges et lycées), ainsi que 1 460 créations d'emplois d'enseignants dans le premier degré et 150 créations de postes de personnels d'éducation, d'inspection et de direction.

*"Dans le premier comme dans le second degré, la répartition [des dotations budgétaires] opérée obéit à des principes clairs et équitables"* qui prennent en compte les variations démographiques, sociales. *"La tendance démographique est à la hausse dans le premier degré et à la baisse dans le second degré. Ces évolutions vont se poursuivre encore pendant plusieurs années"*, précise le ministère. *"Ainsi, le premier degré devrait, à la rentrée 2004, gagner 53 400 élèves, le second degré en perdre 34 000."*

Sans se joindre à la journée d'action, la PEEP, deuxième fédération de parents d'élèves, a fait part de *"nombreuses inquiétudes chez les parents"*, réduction des offres d'options dans le secondaire, regroupement des formations dans l'enseignement professionnel, incertitude sur l'avenir des *"travaux personnels encadrés"* (TPE) et des *"itinéraires de découverte"* (IDD).

Les syndicats de chercheurs, engagés dans un bras de fer avec le gouvernement Raffarin depuis deux mois pour réclamer davantage de moyens financiers, ont participé à cette "première étape" de mobilisation.

**Avec AFP et Reuters**